

Réconcilier l'économie et le social Quelle France dans dix ans ?

Le 25 juin 2014, Jean Pisani-Ferry a remis au président de la République le rapport « Quelle France dans dix ans ? ». Cinq rapports thématiques, publiés séparément, précisent pour chaque chantier majeur les analyses et les recommandations soumises au débat social et citoyen, ainsi qu'à la décision politique. Ce rapport thématique est consacré à l'avenir du modèle social français.

Le modèle social, qui désigne l'ensemble des règles et des institutions qui organisent les relations sociales, **est une composante centrale de notre cohésion nationale. Les Français y sont très attachés et ne remettent pas en cause le rôle de l'Etat comme garant de ce modèle social.** Selon un sondage BVA réalisé pour l'exercice Quelle France dans 10 ans ?, 82% des personnes interrogées considèrent qu'une société juste doit couvrir les besoins de base de ceux qui ne peuvent les assumer seuls (la santé, l'éducation, la nourriture, le logement, etc.), et ce malgré la « crise de la solidarité » que traverse la société française.

Pourtant, aujourd'hui, le modèle social ne semble plus garantir à chaque individu la capacité de vivre dignement. Face aux « nouveaux » risques sociaux, à la montée des inégalités, à la persistance d'un chômage élevé et durable et aux mutations de l'emploi et du travail, l'enjeu consiste à repenser les objectifs et les moyens du modèle social. En effet donner à chacun les « moyens de vivre dignement » suppose que le modèle social non seulement protège mais aussi accompagne et soutienne les individus, pour mettre chacun en égale capacité d'être libre et autonome dans la conduite de ses choix et de maîtriser son destin.

À cet égard, la participation au marché du travail n'est plus un vecteur d'émancipation et d'insertion sociale pour nombre d'individus qui ou bien en sont privés, ou bien sont enfermés dans des trajectoires de précarité.

Notre modèle doit s'attacher à redonner consistance au lien entre emploi et sécurité économique et sociale, à réconcilier les aspirations des Français et la réalité de leur travail. Pour renforcer l'efficacité comme la légitimité de notre modèle et ses fondements (protection et mutualisation des risques), **la solidarité ne doit pas se développer contre ou à côté de l'emploi mais bien en cohérence avec lui.**

Quatre grandes orientations de réformes, qui ont vocation à être menées simultanément, doivent être privilégiées :

- Donner à chacun les moyens de maîtriser son destin par l'éducation et la formation ;
- Construire les nouvelles sécurités professionnelles par la portabilité des droits sociaux et par un accompagnement global des actifs ;
- Viser le développement d'emplois de qualité par la responsabilisation des employeurs et la négociation collective ;
- Recalibrer la politique du logement par un accès facilité au logement pour tous.

[Le rapport thématique « Réconcilier l'économique et le social » est disponible sur notre site internet.](#)

[Le rapport « Quelle France dans dix ans ? » est téléchargeable sur \[strategie.gouv.fr\]\(http://strategie.gouv.fr\)](#)



@Strategie_Gouv

CONTACTS PRESSE

Jean-Michel Roullé
Responsable du service Édition-Communication
+33 (1) 42 75 61 37
+33 (6) 46 55 38 38
jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr

Joris Aubrespin
Chargé des relations presse
+33 (1) 42 75 60 27
+33 (6) 14 42 84 34
joris.aubrespin@strategie.gouv.fr



France Stratégie est une institution rattachée au Premier ministre. Organisme de concertation et de réflexion, son rôle est de proposer une vision stratégique pour la France, en expertisant les grands choix qui s'offrent au pays. Son action repose sur quatre métiers : anticiper les mutations à venir dans les domaines économiques, sociétaux ou techniques ; débattre avec tous les acteurs pour enrichir l'analyse ; évaluer les politiques publiques ; proposer des recommandations au gouvernement. France Stratégie joue la carte de la transversalité, en animant un réseau de huit organismes aux compétences spécialisées.

www.strategie.gouv.fr